

*Questions orales***LES AFFAIRES INDIENNES****LE PROJET DE L'ALCAN EN C.-B.—LES CONSÉQUENCES NÉFASTES POUR LES TERRES INDIENNES**

M. Lorne McCuish (Prince George-Bulkley Valley): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Je me demande s'il est présent à la Chambre?

Une voix: Ils sont tous absents. C'est lundi!

M. McCuish: Dans ce cas, je vais de nouveau poser ma question au vice-premier ministre. Étant donné que la réalisation du projet de Kemano aura pour conséquence l'inondation de terres indiennes et portera préjudice aux droits de pêche et aux terrains de chasse des autochtones, le ministre a-t-il entrepris des consultations avec les chefs indiens et est-il prêt à intervenir pour compenser la carence de son collègue le ministre de l'Environnement?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je porterais les propos du député à l'attention du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Comme le sait le député, le ministre est régulièrement et constamment en communication avec les chefs indiens du Canada et il se préoccupe beaucoup du bien-être des autochtones.

* * *

● (1420)

LES PÊCHES**LE PROJET DE L'ALCAN EN C.-B.—L'ÉTUDE DES INCIDENCES ÉCOLOGIQUES**

M. Lorne Greenaway (Cariboo-Chilcotin): Madame le Président, je veux aborder le même sujet que mon collègue, le député de Prince George-Bulkley Valley. On ne saurait trop insister sur les préoccupations qu'il a exprimées. Dans sa conception actuelle, ce projet de la société Aluminum Company of Canada fera dévier les eaux d'importantes frayères de poisson des eaux intérieures et des eaux côtières, ce qui aura des incidences écologiques incalculables sur toute la région centrale et septentrionale de la Colombie-Britannique.

Par conséquent, la question que j'ai à poser au ministre des Pêches et des Océans et que je poserai, en son absence, au suivant dans la hiérarchie, est la suivante:

M. Crosbie: Vous êtes plutôt bas maintenant.

Des voix: Oh, oh!

M. Greenaway: Le ministre peut-il nous assurer qu'avant d'autoriser l'Aluminum Company of Canada à construire d'autres barrages sur des rivières en Colombie-Britannique, il exercera le mandat très clair qui lui est assigné en procédant à une évaluation du projet, non en fonction de lignes directrices vieilles de trente ans, mais en fonction du contexte actuel?

M. George Henderson (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, le ministre des Pêches et des Océans a déclaré la semaine der-

nière devant le comité des pêches qu'il étudierait toute cette affaire pour voir si elle ressortit à son champ de compétence et qu'il prendrait des mesures si la situation l'exigeait.

M. Greenaway: Madame le Président, j'aimerais rappeler au ministre que, sur le plan juridique, il a le droit d'arrêter ce projet de développement. Le ministre envisage-t-il d'instituer une commission fédérale d'enquête qui permettrait au public de faire connaître son opinion, ou envisage-t-il de laisser l'Aluminum Company of Canada aller de l'avant sans se soucier des conséquences?

M. Henderson: Madame le Président, le ministre a également déclaré à la même séance du comité qu'il serait en faveur d'une enquête publique sur cette affaire.

* * *

L'AGRICULTURE**LA SÉCHERESSE DANS L'OUEST—LES MESURES PRÉVUES PAR LE GOUVERNEMENT POUR ATTÉNUER LES CONSÉQUENCES—LA PÉNURIE DE FOURRAGE**

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Comme le ministre de l'Agriculture est absent, madame le Président, c'est au premier ministre suppléant que je pose la question que je destine au ministre chargé du Développement économique. Chaque fois que je me rends dans l'Ouest pour passer la fin de semaine dans ma famille, je constate que l'état des cultures s'est détérioré davantage. Elles font ce qu'elles peuvent, mais en dépit du temps frais de la semaine dernière, elles jaunissent, dépérissent et meurent.

Devant la gravité de la situation, le ministre pourrait-il nous dire quand le gouvernement entend annoncer qu'il va collaborer avec les provinces pour tâcher d'atténuer les conséquences de la sécheresse?

[Français]

L'hon. Pierre De Bané (ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, en réponse à l'honorable député je voudrais lui dire que, récemment, je me suis moi-même rendu dans une province de l'Ouest. J'y ai rencontré à trois reprises le directeur de l'ARAP. Un groupe de ministres du gouvernement ont également visité la région. J'aimerais signaler que je ne connais aucun gouvernement provincial des provinces des Prairies qui s'est plaint de quelque façon d'un manque de collaboration avec le gouvernement fédéral à ce sujet.

J'ai moi-même signé une entente, il y a une semaine, avec le ministre des Ressources et le ministre des Finances du Manitoba au sujet du problème de la sécheresse. La semaine dernière, le Cabinet a adopté également une série de nouvelles mesures qui devront être mises en pratique immédiatement, et un ministre de la région de l'Ouest a été nommé responsable du *monitoring* de ce nouveau train de mesures pour prendre charge de cette question fort critique et fort préoccupante.